

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2611

[2007/202036]

31 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 42.193/4 du Conseil d'Etat rendu le 26 février 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes**CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions**

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées, telles que définies à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées lorsque la capacité de stockage est supérieure à 2 000 litres visées par la rubrique 63.12.05.05.02 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o installation de stockage temporaire : une installation où les déchets sont stockés avant leur transport en vue d'un regroupement, d'un prétraitement, d'une valorisation ou d'une élimination hors du site de production;

2^o réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée. Un réservoir aérien non accessible est un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible;

3^o réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en-dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai;

4^o récipient mobile : tout fût, bidon ou conteneur destiné à contenir des huiles usagées;

5^o expert compétent : une personne ou un service technique accrédité suivant la norme ISO/CEI 17020 ou un expert agréé dans la discipline "installation de stockage" conformément à l'article 681/73 du titre III du Règlement général pour la protection du travail;

6^o technicien agréé : un technicien agréé conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail;

7^o établissement existant : un établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. Est assimilée à un établissement existant la transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Les huiles usagées sont stockées dans des réservoirs résistants à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent.

Art. 4. Toute aire de stockage d'huiles usagées à l'air libre, située dans un endroit accessible par des personnes extérieures au site de stockage, est entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres. D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection et de sécurité équivalent à celui dudit grillage.

Une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie vers l'aire de stockage à partir de la voie publique est assurée.

Art. 5. La stabilité des réservoirs ou récipients mobiles est assurée en toutes circonstances.

Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer leur renversement ou leur rupture.

Art. 6. Les réservoirs et les récipients mobiles sont disposés de manière telle qu'ils puissent être aisément inspectés et entretenus.

Art. 7. Les orifices de remplissage sont placés dans un dispositif étanche de recueil des liquides non relié directement à l'égoût.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 8. La quantité maximale d'huiles usagées stockées sur le site d'exploitation est fixée par les conditions particulières.

Art. 9. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

1^o les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

2^o les instructions relatives à la manipulation, au stockage et à l'évacuation des huiles usagées dans le respect des présentes conditions et des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées.

Art. 10. L'ensemble de l'installation, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de l'installation, sont nettoyés dès qu'il est constaté un épanchement d'huile usagée.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Eau**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 12. § 1^{er}. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être, en ce compris les eaux pluviales évacuées des encuvements, ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines.

§ 2. Les eaux servant au nettoyage interne des réservoirs ne peuvent être déversées et sont évacuées vers une installation autorisée à les traiter.

Art. 13. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus sur le sol ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement ou dans les eaux souterraines. Ils sont immédiatement neutralisés, détruits et/ou évacués.

*Section 2. — Conditions de déversement**Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires ou voies artificielles d'écoulement*

Art. 14. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être rejetées en eau de surface ordinaire ou voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension (MES) des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;
- 4° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;
- 5° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;
- 6° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
- 7° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I^{re} et VII du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'eau.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 15. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension (MES) des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;
- 4° la teneur en matières sédimentables ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);
- 5° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;
- 6° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut excéder 500 mg par litre;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 8° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I^{re} et VII du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Sous-section 3. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 16. Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres visés aux articles 14 et 15 sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

TITRE II. — Réservoirs aériens*CHAPITRE I^{er}. — Implantation et construction*

Art. 17. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction NBN EN 12285-2 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple et double paroi et NBN I.03.002 pour le transport, l'installation et le raccordement ou à leur dernière révision ou à toute autre norme équivalente.

Art. 18. Les réservoirs en polyéthylène répondent à une norme de construction reconnue dans un pays de la Communauté européenne.

Art. 19. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés sous la surveillance d'un expert compétent suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées.

Art. 20. § 1^{er}. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 12.285-2. Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée.

§ 2. Les réservoirs en polyéthylène placés à l'air libre possèdent une bonne stabilité aux rayonnements ultraviolets ou sont placés à l'abri de ceux-ci.

Art. 21. Les réservoirs simple paroi placés à l'air libre, en cave ou dans un local sont installés dans un encuvement étanche aux liquides combustibles. Par dérogation à l'article 17, cet espace de retenue est maintenu libre et peut avoir une capacité égale au plus grand des réservoirs.

Art. 22. Les réservoirs double paroi sont équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permanent équipé d'un système d'alarme visuel et sonore en cas de perte d'étanchéité d'une des parois ou toute autre technique équivalente.

Art. 23. Les tubes de niveau en verre ou en plastique, placés à l'extérieur du réservoir, sont interdits.

Art. 24. Si les réservoirs aériens se trouvent sous les lignes électriques aériennes, toutes les dispositions adéquates sont prises pour éviter tout contact accidentel des câbles avec ces réservoirs.

Art. 25. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

- 1° le numéro et l'année de construction du réservoir;
- 2° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;
- 3° le produit que contient le réservoir;
- 4° la date de l'épreuve d'étanchéité.

Art. 26. Tous les accessoires tels que les tuyauteries, les vannes et les pompes sont situés à l'aplomb de dispositifs de recueil et sont aménagés de manière à ce que toute fuite soit collectée vers lesdits dispositifs.

Art. 27. Afin de contenir une fuite éventuelle des tuyauteries enterrées et empêcher la diffusion d'hydrocarbures dans le sol, celles-ci sont soit à double paroi, soit à simple paroi placées dans un caniveau imperméable aux liquides combustibles. Ce caniveau présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible.

Des dispositions sont prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel des véhicules.

Art. 28. Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture anti-rouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.

Art. 29. Chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre et qui est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet. Cet évent est dimensionné de manière à éviter toute surpression ou dépression à l'intérieur du réservoir.

CHAPITRE II. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 30. L'exploitant maintient l'encuvement en bon état et en contrôle l'étanchéité. Le volume de l'encuvement ne peut être réduit par le dépôt d'autres matières.

L'exploitant veille à enlever systématiquement toute végétation susceptible de compromettre l'étanchéité de l'encuvement.

Les mesures nécessaires sont prises pour évacuer régulièrement les eaux de pluie pouvant s'accumuler dans l'encuvement tout en préservant son étanchéité.

Art. 31. Avant la mise en service, une épreuve d'étanchéité est effectuée sur l'ensemble de l'installation par un expert compétent.

Art. 32. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la fiche d'identité de chaque réservoir reprenant :

- 1° le nom et/ou la marque du constructeur;
- 2° le numéro et l'année de construction;
- 3° la capacité en litres;
- 4° le certificat d'étanchéité d'usine du réservoir;
- 5° la nature et le type de réservoir;
- 6° le certificat de conformité du réservoir vis-à-vis d'une norme définie aux articles 17, 18, 19 et 20;
- 7° la date de placement du réservoir;
- 8° le certificat attestant de la mise en place du réservoir et de son raccordement conformément aux présentes prescriptions délivré par un expert compétent;
- 9° le certificat d'étanchéité et de conformité de l'ensemble de l'installation avant la mise en service délivré par un expert compétent;
- 10° le certificat d'étanchéité périodique de l'ensemble de l'installation délivré par un technicien agréé.

Art. 33. Tous les dix ans, les réservoirs aériens et leurs tuyauteries sont soumis à une vérification visuelle par un technicien agréé. Les réservoirs non accessibles et les tuyauteries enterrées sont soumis à une épreuve d'étanchéité à même périodicité.

Art. 34. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté à un réservoir ou ses tuyauteries :

- 1° le réservoir concerné est mis hors service et vidé le plus rapidement possible;
- 2° si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir réussi une épreuve d'étanchéité par un expert compétent.

Si le réservoir n'est pas réparé, il est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé.

CHAPITRE III. — *Remise en état*

Art. 35. En fin d'exploitation, les réservoirs ayant contenu des huiles usagées sont vidés, dégazés, nettoyés, et élevés. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

Art. 36. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec l'Office wallon des déchets et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

TITRE III. — Réservoirs enterrés**CHAPITRE I^{er}. — Implantation et construction**

Art. 37. Chaque réservoir est transporté, mis en place et raccordé sous la surveillance d'un expert compétent conformément aux prescriptions de la norme qui lui est applicable.

Art. 38. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction EN 12.285-1 des réservoirs horizontaux cylindriques en acier simple et double paroi fabriqués en atelier pour le stockage enterré de liquides inflammables et non inflammables polluant l'eau ou à leur dernière révision ou à toute autre norme équivalente.

Art. 39. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques thermodurcissables renforcés sont conformes à la norme NBN EN 976-1 pour la construction et la norme NBN EN 976-2 pour le transport, la manutention et l'installation ou à leur dernière révision.

Art. 40. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés sous la surveillance d'un expert compétent suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées.

Art. 41. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion, par un revêtement conforme à la norme EN 12.285-1 ou à sa dernière révision ou à toute autre norme équivalente.

Art. 42. Les réservoirs simple paroi sont soit directement enterrés dans le sol, soit placés dans une fosse imperméable aux liquides susceptibles d'être recueillis.

Si la fosse est remblayée, le matériau utilisé est inerte, il ne peut contenir des cendres, des briques ou tout autre matériau susceptible d'endommager le revêtement.

Les réservoirs simple paroi sont munis d'un dispositif de contrôle de l'étanchéité avec système d'alarme visuel et/ou sonore.

Art. 43. Des dispositions sont prises pour que les réservoirs soient protégés contre les déformations dues au passage éventuel de véhicules ou aux dépôts de charges au-dessus de ceux-ci.

Art. 44. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiqués :

- 1° le numéro et l'année de construction du réservoir;
- 2° le produit que contient le réservoir;
- 3° le volume du réservoir exprimé en litres;
- 4° la date de l'épreuve d'étanchéité et sa validité.

Art. 45. Tous les accessoires tels que les tuyauteries, les vannes et les pompes sont situés à l'aplomb de dispositifs de recueil et sont aménagés de manière à ce que toute fuite soit collectée vers lesdits dispositifs.

Art. 46. Afin de contenir une fuite éventuelle des tuyauteries enterrées et empêcher la diffusion d'hydrocarbures dans le sol, celles-ci sont soit à double paroi, soit à simple paroi placées dans un caniveau imperméable aux liquides combustibles. Ce caniveau présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible.

Des dispositions sont prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel des véhicules.

Art. 47. Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.

Art. 48. Chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre et qui est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet. Cet évent est dimensionné de manière à éviter toute surpression ou dépression à l'intérieur du réservoir.

CHAPITRE II. — Contrôle et auto-surveillance

Art. 49. Avant la mise en service, une épreuve d'étanchéité est effectuée sur l'ensemble de l'installation par un expert compétent.

Art. 50. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la fiche d'identité de chaque réservoir reprenant :

- 1° le nom et/ou la marque du constructeur du réservoir;
- 2° le numéro et l'année de construction du réservoir;
- 3° la capacité en litres du réservoir;
- 4° le certificat d'étanchéité d'usine du réservoir;
- 5° la nature et le type de réservoir;
- 6° le certificat de conformité du réservoir vis-à-vis d'une norme définie aux articles 38, 39, 40 et 41;
- 7° la date de placement du réservoir;
- 8° le certificat attestant de la mise en place du réservoir et de son raccordement délivré par un expert compétent conformément aux présentes prescriptions;
- 9° le certificat d'étanchéité et de conformité de l'ensemble de l'installation avant la mise en service délivré par l'expert compétent;
- 10° le certificat d'étanchéité périodique de l'ensemble de l'installation délivré par un technicien agréé.

Art. 51. Les réservoirs enterrés à simple paroi ou placés dans une fosse remblayée sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée par un technicien "ultrason" en respectant les périodicités suivantes :

- 1° tous les dix ans, pour les réservoirs âgés de dix à vingt ans;
- 2° tous les cinq ans, pour les réservoirs âgés de vingt et un ans à trente ans;
- 3° tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont l'année de construction ne peut être établie.

Les tuyauteries de ces réservoirs sont également soumises à une épreuve d'étanchéité suivant la même périodicité. Les accessoires du réservoir tels que le dispositif antidébordement et le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés suivant la même périodicité.

Les réservoirs double paroi et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité tous les dix ans. Les accessoires du réservoir tels que le dispositif antidébordement-sifflet et le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés tous les trois ans si l'année de construction du réservoir ne peut être établie.

La périodicité visée aux alinéas précédents se calcule à partir de la date d'acquisition du réservoir ou de celle du dernier contrôle effectué.

L'épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression d'1 bar, ne peut pas être effectuée pour les réservoirs placés dans des sols, sauf si les réservoirs ont été préalablement vidés, nettoyés et dégazés de toute matière inflammable. Le certificat de dégazage est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 52. Les épreuves d'étanchéité visées à l'article 51 sont effectuées par des techniciens agréés.

Art. 53. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :

- 1° le certificat de dégazage;
- 2° le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage;
- 3° le certificat d'évacuation du réservoir ou le certificat d'inertage comportant le type de matériau utilisé et la quantité mise en œuvre.

Art. 54. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté à un réservoir :

- 1° le réservoir concerné est mis hors service et vidé le plus rapidement possible;
- 2° si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir réussi une épreuve d'étanchéité par un expert compétent. Si le réservoir n'est pas réparé, celui-ci est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé.

Art. 55. Complémentairement à l'article 54, s'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent après avoir été préalablement vidé, dégazé et nettoyé.

CHAPITRE III. — *Remise en état*

Art. 56. En fin d'exploitation, les réservoirs ayant contenu des huiles usagées sont vidés, dégazés, nettoyés et enlevés. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent.

Art. 57. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec l'Office wallon des déchets et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

TITRE IV. — *Récipients mobiles*

Art. 58. § 1^{er}. Les huiles usagées, stockées dans des récipients mobiles à simple paroi, sont placés dans un bac de rétention étanche, dans un encuvement étanche ou dans une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

- 1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;
- 2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;
- 3° l'encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :
 - a) la moitié de la capacité totale des récipients qu'il contient;
 - b) la capacité du plus grand des récipients majorée de 25 % du volume total des autres récipients.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les récipients mobiles peuvent être placés sur une aire de stockage étanche pour autant que celle-ci est reliée à un système de collecte interne des liquides.

Art. 59. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec l'Office wallon des déchets et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 60. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 32, 8° et 9° et 50, 8° et 9°, ne s'appliquent pas aux établissements existants.

Art. 61. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2611

[2007/202036]

31. MAI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von Altölen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 26. Februar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 42.193/4;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Art. 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 22 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass die Europäische Kommission keine Bemerkung über den vorliegenden Erlass geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Gemeinsame Bestimmungen**KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen**

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in der Rubrik 63.12.05.05.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Altölen, wie in Artikel 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die Altöle bestimmt, wenn die Lagerungskapazität mehr als 2 000 Liter beträgt, anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Anlage zur vorläufigen Lagerung: eine Anlage, wo die Abfälle vor deren Transport im Hinblick auf eine Zusammenstellung, eine Vorbehandlung, eine Verwertung oder eine Entsorgung außerhalb des Produktionsstandortes gelagert werden;

2° oberirdischer Behälter: ein Behälter, der entweder im Freien oder in einem unterirdischen oder oberirdischen Raum oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube liegen kann. Ein Behälter gilt als unzugänglicher oberirdischer Behälter, wenn mindestens eine seiner Wände nicht sichtbar ist.

3° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich völlig bzw. teilweise unter dem Bodenniveau befindet und dessen Wände in direktem Kontakt mit der umgebenden Erde oder dem Aufschüttungsmaterial stehen;

4° mobiles Behältnis: jedes Fass, jeder Kanister oder jeder Container, das bzw. der dazu bestimmt ist, Altöle zu enthalten;

5° fachkundiger Sachverständiger: eine Person oder technische Dienststelle, die gemäß der Norm ISO/CEI 17020 zugelassen ist, oder ein im Bereich "Lagerungsanlagen" zugelassener Sachverständiger in Übereinstimmung mit Artikel 681/73 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung;

6° zugelassener Techniker: ein gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung zugelassener Techniker;

7° bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung ausgestellt worden war; Der Betrieb, für den ein Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde, wird mit einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt. Gilt ebenfalls als bereits vorhandener Betrieb die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Die Altöle werden in Behältern gelagert, die gegen die Korrosion oder jeden anderen Angriff durch die Produkte, die sie enthalten, widerstandsfähig sind.

Art. 4 - Um jede Fläche zur Lagerung von Altölen im Freien, die sich an einem Ort befindet, an dem nicht dem Lagerstandort zugehörige Personen Zugang haben, wird ein mindestens zwei Meter hoher Zaun aufgebaut. Andere stabile und fest installierte materielle Mittel können verwendet werden, dies insofern sie ein Schutz- und Sicherheitsniveau gewährleisten, das mindestens dem des oben erwähnten Zauns entspricht.

Es wird dafür gesorgt, dass die Fahrzeuge des regionalen Feuerwehrdienstes leicht ab den öffentlichen Verkehrswegen zur Lagerfläche fahren können.

Art. 5 - Die Stabilität der mobilen Behälter oder Behältnisse ist unter allen Umständen gewährleistet.

Sie befinden sich auf einer Stützfläche, die so gestaltet ist, dass zu große Spannungen oder ungleiche Bodensenkungen das Umkippen der Behälter bzw. Behältnisse oder deren Bruch nicht verursachen können.

Art. 6 - Die mobilen Behälter und Behältnisse werden so angelegt, dass sie leicht inspiziert und gewartet werden können.

Art. 7 - Die Füllöffnungen befinden sich in einer dichten Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten, die nicht direkt mit der Kanalisation verbunden ist.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 8 - Die Höchstmenge der am Betriebsstandort gelagerten Altöle wird in den Sonderbedingungen festgesetzt.

Art. 9 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

1° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;

2° die Anweisungen bezüglich der Handhabung, der Lagerung und der Abführung der Altöle unter Beachtung der vorliegenden Bedingungen und der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle.

Art. 10 - Die gesamte Anlage, einschließlich des Ein- und Ausgangs, die Parkflächen und die Umgebung des Betriebs werden gereinigt, sobald auslaufendes Altöl festgestellt wird.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 11 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 12 - § 1 - Wasser, das durch Altöle verschmutzt ist oder sein könnte, darf nicht in das Grundwasser abgeleitet werden. Dies betrifft ebenfalls das Regenwasser, das aus Auffangbecken abgeleitet wird.

§ 2 - Das Wasser, das zur Säuberung des Inneren der Behälter dient, darf nicht abgeleitet werden und wird zu einer Anlage, die es behandeln darf, abgeführt.

Art. 13 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses dürfen die auf dem Boden befindlichen Flüssigkeiten auf keinen Fall in eine öffentliche Kanalisation, ein gewöhnliches Oberflächenwasser, einen künstlichen Ableitweg oder ins Grundwasser abgeleitet werden. Sie werden unverzüglich neutralisiert, vernichtet und/oder entsorgt.

Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser oder künstliche Abflüsse

Art. 14 - Das Wasser, das durch Altöle verschmutzt ist oder sein könnte, das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder einen künstlichen Ableitweg abgeleitet wird, genügt folgenden Bedingungen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten und 6,5 nicht unterschreiten;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 4° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 5° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 6° eine für das abgeleitete Abwasser repräsentative Probe darf keine Öle, Fette oder anderen Schwebstoffe in solchen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht zweifellos festgestellt werden kann;
- 7° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 15 - Das Wasser, das durch Altöle verschmutzt ist oder sein könnte, das in die öffentliche Kanalisation abgeleitet wird, genügt folgenden Bedingungen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten und 6,5 nicht unterschreiten;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45°C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 4° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;
- 5° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 6° der Gehalt an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Gase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 8° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

Unterabschnitt 3 — Analyse- und Probeentnahmemethoden

Art. 16 - Die für die Probenahmen sowie für die Analyse aller in Artikel 14 und 15 erwähnten Parameter anzuwendenden Verfahren sind diejenigen, die gegenwärtig vom Referenzlaboratorium der Wallonischen Region benutzt werden oder genehmigt sind.

TITEL II — Oberirdische Behälter

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 17 - Die metallischen Behälter entsprechen den Baunormen NBN EN 12285-2, was die waagerechten zylindrischen Behälter aus Stahl mit einfacher oder doppelter Wand betrifft, und NBN I.03.002, was den Transport, die Installierung und den Anschluss betrifft, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen Norm.

Art. 18 - Die Behälter aus Polyäthylen genügen einer in einem Land der EG anerkannten Baunorm.

Art. 19 - Die Behälter mit Ausnahme der waagerechten zylindrischen Behälter werden unter der Aufsicht eines fachkundigen Sachverständigen gebaut, transportiert, aufgestellt und angeschlossen, unter Beachtung der Regeln der guten fachlichen Praxis, die einen Sicherheitspegel gewährleisten, der den vorerwähnten Normen entspricht.

Art. 20 - § 1 - Die metallische Außenhaut wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Norm NBN EN 12.285-2 gegen Rost geschützt. Andere Schutzverfahren mit einer gleichwertigen Widerstandsfähigkeit können angenommen werden.

§ 2 - Polyäthylenbehälter, die unter freiem Himmel aufgestellt werden, weisen eine gute Stabilität gegen ultraviolette Strahlungen auf, oder sind gegen diese geschützt.

Art. 21 - Die unter freiem Himmel, in einem Keller oder Raum aufgestellten Behälter mit einfacher Wand befinden sich in einem für brennbare Flüssigkeiten dichten Auffangbecken. In Abweichung von Artikel 17 ist dieses Auffangbecken stets frei zu halten, und muss eine Kapazität aufweisen, die dem größten der Behälter entspricht.

Art. 22 - Die doppelwandigen Behälter sind mit einem System zur ständigen Kontrolle der Dichtheit mit optischer und akustischer Alarmvorrichtung oder einem gleichwertigen System ausgestattet, das im Falle eines Lecks in einer der Wände ausgelöst wird.

Art. 23 - Außerhalb des Behälters befindliche Standröhre aus Glas oder Kunststoff sind untersagt.

Art. 24 - Befinden sich die oberirdischen Behälter unter elektrischen Freileitungen, so sind alle geeigneten Maßnahmen zu treffen, um jeglichen unfallbedingten Kontakt zwischen der Stromleitung und dem Behälter zu vermeiden.

Art. 25 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

- 2° die Nummer und das Baujahr des Behälters;
- 2° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;
- 3° das im Behälter befindliche Produkt;
- 4° das Datum der Dichtheitsprüfung.

Art. 26 - Alle Zubehörelemente wie z.B. die Rohre, Ventile und Pumpen befinden sich in Flucht mit den Aufnahmevorrichtungen und sind so eingerichtet, dass jede herauslaufende Flüssigkeit diesen Vorrichtungen zugeführt und gesammelt wird.

Art. 27 - Um Lecks an den eingegrabenen Leitungen einzudämmen und die Verbreitung von Kohlenwasserstoffen im Boden zu verhindern, müssen diese Leitungen entweder doppelwandig sein, oder aber einwandig sein, aber in diesem Fall in einer gegenüber brennbaren Flüssigkeiten dichten Rinne aufgestellt sein. Diese Rinne weist ein leichtes Gefälle zu einer leicht zugänglichen Aufnahmevorrichtung auf.

Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, damit diese Leitungen gegen Verformungen durch das Vorbeifahren von Fahrzeugen geschützt sind.

Art. 28 - Jede eingegrabene Metallleitung wird sorgfältig gegen Rost geschützt durch mindestens eine Schicht Rostschutzfarbe und eine Beschichtung mit einem speziellen dichten und selbstklebenden Isolierband oder eine andere gleichwertige Schutzmaßnahme.

Art. 29 - Jeder Behälter ist an ein Entlüftungsrohr angeschlossen, das in die freie Luft mündet, und mit einem System ausgestattet ist, das das Eindringen von Regenwasser oder Abflusswasser sowie sonstiger Gegenstände verhindert. Die Abmessungen dieses Entlüftungsrohrs sind zureichend, um jeden Über- bzw. Unterdruck innerhalb des Behälters zu vermeiden.

KAPITEL II — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 30 - Der Betreiber sorgt dafür, dass das Auffangbecken stets in gutem Zustand ist, und kontrolliert dessen Dichtheit. Das Volumen des Auffangbeckens darf nicht durch das Lagern von anderen Stoffen verkleinert werden.

Der Betreiber sorgt für ein regelmäßiges Entfernen von jeglichem Pflanzenwuchs, der die Dichtheit des Auffangbeckens beeinträchtigen könnte.

Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, damit das Regenwasser, das sich im Auffangbecken ansammeln könnte, regelmäßig abgeführt wird, wobei die Dichtheit des Auffangbeckens stets zu wahren ist.

Art. 31 - Vor der Inbetriebnahme führt ein fachkundiger Sachverständiger eine Dichtheitsprüfung durch, die die gesamte Anlage betrifft.

Art. 32 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ein Merkblatt für jeden Behälter zur Verfügung, das folgende Angaben anführt:

- 1° Name bzw. Marke des Herstellers;
- 2° die Nummer und das Baujahr;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in Litern;
- 4° die im Werk ausgestellte Dichtheitsbescheinigung des Behälters;
- 5° die Art und der Typ des Behälters;
- 6° die Konformitätsbescheinigung des Behälters hinsichtlich einer in den Artikel 17, 18, 19 und 20 bestimmten Norm;
- 7° das Datum der Aufstellung des Behälters;
- 8° die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte Bescheinigung über die Aufstellung des Behälters und seinen Anschluss in Übereinstimmung mit den vorliegenden Bestimmungen;
- 9° Die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte Dichtheits- und Konformitätsbescheinigung vor der Inbetriebnahme;
- 10° die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte periodische Dichtheitsbescheinigung für die gesamte Anlage.

Art. 33 - Alle zehn Jahre werden die oberirdischen Behälter und ihre Leitungen von einem zugelassenen Techniker optisch geprüft. Die nicht zugänglichen Behälter und eingegrabenen Leitungen werden mit derselben Häufigkeit einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Art. 34 - Wenn ein Dichtheitsfehler an einem Behälter oder seinen Leitungen festgestellt wird:

- 1° wird der betreffende Behälter außer Betrieb gesetzt und so schnell wie möglich entleert;
- 2° wenn der Behälter repariert wird, darf er nur dann wieder in Betrieb gesetzt werden, nachdem ein fachkundiger Sachverständiger eine Dichtheitsprüfung erfolgreich durchgeführt hat.

Wird der Behälter nicht repariert, wird er entleert, entgast, gereinigt und entfernt.

KAPITEL III — Wiederinstandsetzung

Art. 35 - Am Ende der Betriebszeit werden die Behälter, die Altöle enthalten haben, entleert, entgast, gereinigt und entfernt. Die Leitungen werden entleert und demontiert.

Art. 36 - § 1 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses in den Untergrund informiert der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde. Die Modalitäten für das Abholen und die Beseitigung des verschmutzten Erdreichs werden im Einvernehmen mit dem "Office wallon des déchets" und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten bestimmt.

§ 2 - Kann dieses Erdreich nicht sofort entfernt werden, wird es vom Betreiber so gelagert, dass kein Abfließen oder Verdampfung von Schadstoffen stattfinden kann. Das gelagerte Erdreich wird von ungünstigen Witterungsverhältnissen geschützt.

TITEL III — Eingrabener Behälter**KAPITEL I — Standort und Bau**

Art. 37 - Jeder Behälter wird unter der Aufsicht eines fachkundigen Sachverständigen transportiert, aufgestellt und angeschlossen, unter Beachtung der auf ihn anwendbaren Norm.

Art. 38 - Die metallischen Behälter entsprechen den Baunormen EN 12.285-1, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen Norm, was die in der Werkstatt hergestellten waagerechten zylindrischen Behälter aus Stahl mit einfacher oder doppelter Wand betrifft, die für die unterirdische Lagerung von entzündbaren und nicht entzündbaren, wasserverschmutzenden Flüssigkeiten bestimmt sind.

Art. 39 - Die waagerechten zylindrischen Behälter aus verstärktem wärmehärtendem Kunststoff mit einfacher Wand entsprechen der Baunorm NBN EN 976-1 für den Bau und NBN EN 976-2 für den Transport, die Handhabung und die Installation, oder ihrer letzten Revision.

Art. 40 - Die Behälter mit Ausnahme der waagerechten zylindrischen Behälter werden unter der Aufsicht eines fachkundigen Sachverständigen gebaut, transportiert, aufgestellt und angeschlossen, unter Beachtung der Regeln der guten fachlichen Praxis, die einen Sicherheitspegel gewährleisten, der den vorerwähnten Normen entspricht.

Art. 41 - Die metallische Außenhaut wird mittels einem Belag, der mit den Bestimmungen der Norm NBN EN 12.285-1, ihrer letzten Revision oder jeglicher gleichwertigen Norm übereinstimmt, gegen Rost geschützt.

Art. 42 - Einwandige Behälter werden entweder direkt in den Boden eingegraben, oder in eine gegenüber den Flüssigkeiten, die aufgefangen werden könnten, dichte Grube aufgestellt.

Wird die Grube zugeschüttet, so muss dies mit einem inerten Material stattfinden; dieses darf keine Aschen, Ziegelsteine oder sonstige Stoffe enthalten, die den Belag schädigen können.

Die einwandigen Behälter sind mit einem System zur Kontrolle der Dichtigkeit mit einer optischen und/oder akustischen Alarmvorrichtung ausgestattet.

Art. 43 - Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, damit die Behälter gegen Verformungen durch das Vorbeifahren von Fahrzeugen oder das Aufstellen von Lasten über sie geschützt sind.

Art. 44 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

- 1° die Nummer und das Baujahr des Behälters;
- 2° das im Behälter befindliche Produkt;
- 3° das in Litern ausgedrückte Volumen des Behälters;
- 4° das Datum der Dichtheitsprüfung und deren Gültigkeit.

Art. 45 - Alle Zubehörelemente wie z.B. die Rohre, Ventile und Pumpen befinden sich in Flucht mit den Aufnahmevorrichtungen und sind so eingerichtet, dass jede herauslaufende Flüssigkeit diesen Vorrichtungen zugeführt und gesammelt wird.

Art. 46 - Um Lecks an den eingegrabenen Leitungen einzudämmen und die Verbreitung von Kohlenwasserstoffen im Boden zu verhindern, müssen diese Leitungen entweder doppelwandig sein, oder aber einwandig sein, aber in diesem Fall in einer gegenüber brennbaren Flüssigkeiten dichten Rinne aufgestellt sein. Diese Rinne weist ein leichtes Gefälle zu einer leicht zugänglichen Aufnahmevorrichtung auf.

Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, damit diese Leitungen gegen Verformungen durch das Vorbeifahren von Fahrzeugen geschützt sind.

Art. 47 - Jede eingegrabene Metalleitung wird sorgfältig gegen Rost geschützt durch mindestens eine Schicht Rostschutzfarbe und eine Beschichtung mit einem speziellen dichten und selbstklebenden Isolierband oder eine andere gleichwertige Schutzmaßnahme.

Art. 48 - Jeder Behälter ist an ein Entlüftungsrohr angeschlossen, das in die freie Luft mündet, und mit einem System ausgestattet ist, das das Eindringen von Regenwasser oder Abflusswasser sowie sonstiger Gegenstände verhindert. Die Abmessungen dieses Entlüftungsrohrs sind zureichend, um jeden Über- bzw. Unterdruck innerhalb des Behälters zu vermeiden.

KAPITEL II — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 49 - Vor der Inbetriebnahme führt ein fachkundiger Sachverständiger eine Dichtheitsprüfung durch, die die gesamte Anlage betrifft.

Art. 50 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ein Merkblatt für jeden Behälter zur Verfügung, das folgende Angaben anführt:

- 1° Name bzw. Marke des Herstellers des Behälters;
- 2° die Nummer und das Baujahr des Behälters;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in Litern;
- 4° die im Werk ausgestellte Dichtheitsbescheinigung des Behälters;
- 5° die Art und der Typ des Behälters;
- 6° die Konformitätsbescheinigung des Behälters hinsichtlich einer in den Artikel 38, 39, 40 und 41 bestimmten Norm;
- 7° das Datum der Aufstellung des Behälters;
- 8° die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte Bescheinigung über die Aufstellung des Behälters und seinen Anschluss in Übereinstimmung mit den vorliegenden Bestimmungen;
- 9° die von dem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte Dichtheits- und Konformitätsbescheinigung vor der Inbetriebnahme;
- 10° die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte periodische Dichtheitsbescheinigung für die gesamte Anlage.

Art. 51 - Die einwandigen eingegrabenen Behälter oder die in einer zugeschütteten Grube aufgestellten Behälter werden einer Dichtheitsprüfung unterworfen, die von einem Ultraschall-Techniker durchgeführt wird, wobei die nachstehenden Prüfungsfristen einzuhalten sind:

- 1° alle zehn Jahre für die Behälter mit einem Alter von 10 bis 20 Jahren;
- 2° alle fünf Jahre für die Behälter von 21 bis 30 Jahren;
- 3° alle drei Jahre für die Behälter von mehr als 30 Jahren, oder deren Baujahr nicht festgelegt werden kann.

Die Leitungen dieser Behälter werden ebenfalls einer Dichtheitsprüfung mit derselben Periodizität unterworfen. Die Zubehöerteile des Behälters und die Überfüllsicherung sowie das System zur ständigen Kontrolle der Dichtheit werden mit derselben Periodizität geprüft.

Die doppelwandigen Behälter und deren Leitungen werden ebenfalls alle 10 Jahre einer Dichtheitsprüfung unterzogen. Die Zubehöerteile des Behälters und die Überfüllsicherung (Flöte) sowie das System zur ständigen Kontrolle der Dichtheit werden alle 3 Jahre geprüft, wenn das Baujahr des Behälters nicht festgelegt werden kann.

Die in den vorigen Abschnitten erwähnte Periodizität wird ab dem Kaufdatum des Behälters oder dem Datum der letzten Prüfung berechnet.

Die mittels einer Flüssigkeit unter einem Druck von 1 Bar durchgeführte Dichtheitsprüfung darf nicht für die im Boden aufgestellten Behälter durchgeführt werden, es sei denn, sie wurden vorher entleert, gereinigt und entgast, so dass alle entzündbaren Stoffe entfernt wurden. Die Entgasungsbescheinigung wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 52 - Die in Art. 51 erwähnten Dichtheitsprüfungen werden von zugelassenen Technikern durchgeführt.

Art. 53 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten alle Unterlagen zur Verfügung, die die Außerbetriebsetzung eines Behälters bescheinigen, d.h.:

1° die Entgasungsbescheinigung;

2° die Bescheinigung über die Entfernung der Reinigungsrückstände;

3° die Bescheinigung über die Entfernung des Behälters oder über die Inertisierung, die u.a. die Art des benutzten Materials und die betreffende Menge angibt.

Art. 54 - Wenn ein Dichtheitsfehler an einem Behälter festgestellt wird:

1° wird der betreffende Behälter außer Betrieb gesetzt und so schnell wie möglich entleert;

2° wenn der Behälter repariert wird, darf er nur dann wieder in Betrieb gesetzt werden, nachdem ein fachkundiger Sachverständiger eine Dichtheitsprüfung erfolgreich durchgeführt hat. Wird der Behälter nicht repariert, wird er entleert, entgast, gereinigt und entfernt.

Art. 55 - Ergänzend zu Art. 54 wird der Behälter, der nicht entfernt werden kann, mit Sand oder einem anderen gleichwertigen inerten Material gefüllt, nachdem er vorher entleert, entgast und gereinigt worden ist.

KAPITEL III — *Wiederinstandsetzung*

Art. 56 - Am Ende der Betriebszeit werden die Behälter, die Altöle enthalten haben, entleert, entgast, gereinigt und entfernt. Die Leitungen werden entleert und demontiert.

Der Behälter, der nicht entfernt werden kann, mit Sand oder einem anderen gleichwertigen inerten Material gefüllt.

Art. 57 - § 1 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses in den Untergrund informiert der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde. Die Modalitäten für das Abholen und die Beseitigung des verschmutzten Erdreichs werden im Einvernehmen mit dem "Office wallon des déchet" und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten bestimmt.

§ 2 - Kann dieses Erdreich nicht sofort entfernt werden, wird es vom Betreiber so gelagert, dass kein Abfließen oder Verdampfung von Schadstoffen stattfinden kann. Das gelagerte Erdreich wird von ungünstigen Witterungsverhältnissen geschützt.

TITEL IV — *Mobile Behältnisse*

Art. 58 - § 1 - Die in beweglichen einwandigen Behältnissen gelagerten Altöle werden in eine dichte Schutzwanne, ein dichtes Auffangbecken, oder eine dichte Grube mit folgenden Merkmalen gestellt:

1° die Wände des Auffangbeckens weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;

2° das Auffangbecken darf keine Öffnung außer denjenigen, die für im Hinblick auf die Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, und insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation aufweisen;

3° das Auffangbecken hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das mindestens dem größten der folgenden Werte entspricht:

a) die Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der Behältnisse, das sie enthält;

b) das Fassungsvermögen des größten Behältnisses, das um 25% des Gesamtvolumens der anderen Behältnisse erhöht wird.

§ 2 - In Abweichung von § 1 können die mobilen Behältnisse auf eine dichte Lagerfläche gestellt werden, wenn diese mit einem internen System zur Sammlung der Flüssigkeiten verbunden ist.

Art. 59 - § 1 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses in den Untergrund informiert der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde. Die Modalitäten für das Abholen und die Beseitigung des verschmutzten Erdreichs werden im Einvernehmen mit dem "Office wallon des déchet" und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten bestimmt.

§ 2 - Kann dieses Erdreich nicht sofort entfernt werden, wird es vom Betreiber so gelagert, dass kein Abfließen oder Verdampfung von Schadstoffen stattfinden kann. Das gelagerte Erdreich wird von ungünstigen Witterungsverhältnissen geschützt.

TITEL V — *Übergangs und Schlussbestimmungen*

Art. 60 - Der vorliegende Erlass ist spätestens ein Jahr nach seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 32 8° und 9, und 50, 8° und 9°, nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 61 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2611

[2007/202036]

31 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies nr. 42.193/4 van de Raad van State, uitgebracht op 26 februari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking i.v.m. dit besluit heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving**

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juni 1992 betreffende de afvalstoffen als de opslagcapaciteit groter is dan 2 000 liter. Deze installaties worden vermeld in rubriek 63.12.05.05.02 van bijlage I bij het besluit van Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° tijdelijke opslaginstallatie : installatie waar de afvalstoffen opgeslagen worden vooraleer ze vervoerd worden met het oog op hun hergroepering, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering uit de productielocatie;

2° bovengrondse tank : tank die in de openlucht, in een al dan niet ondergronds lokaal of in een niet opgehoogde kuil geplaatst kan worden. Een ontoegankelijke bovengrondse tank is een tank met minstens één onzichtbare wand;

3° ingegraven tank : tank die zich geheel of gedeeltelijk onder de grond bevindt en waarvan de wanden in rechtstreeks contact zijn met de omliggende aarde;

4° verplaatsbaar recipiënt : vat, bus of container bestemd voor de opslag van afgewerkte oliën;

5° bevoegde deskundige : persoon of technische dienst geaccrediteerd volgens de norm ISO/CEI 17020 of deskundige erkend in het vak "opslaginstallatie" overeenkomstig artikel 681/73 van titel III van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming;

6° erkende technicus : technicus erkend overeenkomstig artikel 634ter/4 van titel III van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming;

7° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor een vergunningaanvraag is ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld. De verbouwing of uitbreiding van een bestaande inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit heeft opgenomen in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. De afgewerkte oliën worden opgeslagen in tanks bestand tegen corrosie of inbijting door de producten die ze inhouden.

Art. 4. Elke ruimte voor de opslag van gevaarlijke afvalstoffen in de openlucht gelegen op een plaats die toegankelijk is voor personen die niets te maken hebben met de opslaglocatie, is afgesloten met een omheining van minimum twee meter hoog. Andere materiële, stevige en vaste middelen kunnen aangewend worden voor zover ze dezelfde graad van bescherming en veiligheid als de omheining garanderen.

De voertuigen van de regionale brandweerdienst hebben vanaf de openbare weg vlotte toegang tot de opslagplaats.

Art. 5. De stabiliteit van de mobiele tanks en recipiënten wordt onder alle omstandigheden gegarandeerd.

Ze worden geïnstalleerd zodat ze niet kunnen omslaan of scheuren ingevolge extreme druk of verzakkingen.

Art. 6. De mobiele tanks en de recipiënten worden geplaatst zodat ze makkelijk gecontroleerd en onderhouden kunnen worden, zowel van buiten als van binnen.

Art. 7. De vulopeningen worden aangebracht in een lekvrije voorziening voor de opvang van de vloeistoffen die niet rechtstreeks op de openbare riolering aangesloten is.

HOOFDSTUK II. — Exploitatie

Art. 8. De maximale hoeveelheid afgewerkte oliën die op de exploitatielocatie mag worden opgeslagen, ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

Art. 9. De exploitant is verplicht over een werkplan te beschikken. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

1° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

2° de instructies betreffende de hantering, de opslag en de afvoer van de afgewerkte oliën met inachtneming van deze voorwaarden en van de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 10. Het geheel van de installatie, met inbegrip van de in- en uitgang, parkeerruimtes en omgeving, wordt gereinigd zodra olieafzetting wordt vastgesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 11. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Water**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 12. § 1. Water dat door afgewerkte oliën vervuild is of kan worden, met inbegrip van het regenwater verwijderd uit de vaten, mag niet in het grondwater geloosd worden.

§ 2. Het water voor de binnenreiniging van de tanks mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te behandelen.

Art. 13. In geval van accidentele lozing mogen de op de grond verspreide vloeistoffen in geen geval geloosd worden in een openbare riolering, gewoon oppervlaktewater, een kunstmatige afvoerweg of in grondwater. Ze worden onmiddellijk geneutraliseerd, vernietigd en/of afgevoerd.

Afdeling 2. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor het lozen in gewone oppervlaktewateren of kunstmatige afwateringswegen

Art. 14. Het in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afwateringsweg geloosde water dat door afgewerkte oliën vervuild is of kan worden voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH is niet hoger dan 9 of lager dan 6,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;
- 3° het gehalte aan BZV5 mag niet hoger zijn dan 60 mg per liter;
- 4° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 5° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;
- 6° het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;
- 7° het geloosde water bevat geen gevaarlijke stoffen zoals bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor het lozen in openbare rioleringen

Art. 15. Het in openbare rioleringen geloosde water dat door afgewerkte oliën vervuild is of kan worden voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH is niet hoger dan 9 of lager dan 6,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45 °C;
- 3° het gehalte aan BZV5 mag niet hoger zijn dan 1 000 mg per liter;
- 4° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 200 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);
- 5° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 6° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
- 7° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
- 8° het geloosde water bevat geen gevaarlijke stoffen zoals bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Onderafdeling 3. — Analyse- en bemonsteringsmethodes

Art. 16. De methodes die aangewend worden voor de bemonsteringen en voor de analyse van alle parameters opgenomen in de artikelen 14 en 15 worden gebruikt of zijn goedgekeurd door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

TITEL II. — *Bovengrondse tanks*HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 17. Metalen tanks voldoen aan de bouwnorm NBN EN 12285-2 wat betreft horizontale cilindervormige tanks uit enkelvoudig staal en met dubbele wand en aan de bouwnorm NBN I.03.002 wat betreft het vervoer, de installatie en de aansluiting of de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 18. Tanks uit polyethyleen voldoen aan een bouwnorm die erkend is in een land van de Europese gemeenschap.

Art. 19. Andere tanks dan horizontale cilindervormige tanks worden onder het toezicht van een bevoegde deskundige gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten volgens de regels van goede praktijk, waarbij de veiligheidsgraad met bovenbedoelde normen overeenstemt.

Art. 20. § 1. Het metalen buitenomhulsel is tegen corrosie afgeschermd overeenkomstig de voorschriften van norm NBN EN 12.285-2. Elke andere bescherming die een soortgelijke weerstand biedt kan aanvaard worden.

§ 2. De in openlucht geplaatste tanks uit polyethyleen hebben een goede standvastigheid tegen ultraviolette stralingen of worden ertegen beschut.

Art. 21. De tanks met één enkele wand die in de openlucht, in een kelder of in een lokaal geplaatst worden, worden geïnstalleerd in een kuip die dicht is tegen brandbare vloeistoffen. In afwijking van artikel 17 wordt die stuwruimte vrij gehouden en kan de capaciteit ervan gelijk zijn aan die van de grootste tank.

Art. 22. De tanks met dubbele wand zijn voorzien van een systeem om permanent controle te voeren op de dichtheid, dat zelf uitgerust is met een akoestisch en visueel alarmsysteem of elke andere gelijksoortige techniek als één van de wanden niet meer waterdicht is.

Art. 23. Buiten de tank geplaatste buizen uit glas of plastic zijn verboden.

Art. 24. Als de bovengrondse tanks zich onder bovengrondse stroomlijnen bevinden, worden alle gepaste maatregelen genomen om elk onverwacht contact van de kabels met de tanks te voorkomen.

Art. 25. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen:

- 1° het bouwnummer en -jaar;
- 2° de inhoud van de tank in m³ of in liters;
- 3° het product vervat in de tank;
- 4° de datum van de dichtheidsproef.

Art. 26. Alle toebehoren, zoals leidingen, kleppen en pompen, bevinden zich loodrecht boven vergaarvoorzieningen en worden ingericht zodat elke lekkage naar genoemde voorzieningen afgevoerd wordt.

Art. 27. Deze laatste beschikken over hetzij een dubbele wand, hetzij één enkele wand, geplaatst in een sleuf die geen brandbare vloeistoffen doorlaat, om een eventuele lekkage van de ingegraven leidingen tegen te houden en de verspreiding van koolwaterstoffen in de grond te voorkomen. Deze sleuf vertoont een lichte doorlopende helling naar een vlot toegankelijke vergaarvoorziening.

Er worden maatregelen genomen om deze leidingen te beschermen tegen vervormingen veroorzaakt door eventueel verkeer van voertuigen.

Art. 28. Elke ingegraven leiding wordt nauwkeurig tegen corrosie afgeschermd met minimum één laag roestwerende verf en met dichte en zelfklevende speciale isolatieband of elke andere gelijksoortige bescherming.

Art. 29. Elke tank is aangesloten op een luchtleiding die in de openlucht uitmondt en die uitgerust is met een systeem dat het binnendringen van regen- en/of afvloeiend water alsook van elk voorwerp voorkomt. Deze luchtleiding is gedimensioneerd om elke overdruk of lage druk binnen de tank te voorkomen.

HOOFDSTUK II. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 30. De exploitant zorgt voor de goed staat van de kuip en controleert de dichtheid ervan. De inhoud van de kuip mag niet verminderd worden door de opslag van andere stoffen.

De exploitant zorgt voor de systematische verwijdering van alle vegetatie die de dichtheid van de kuip in het gedrang kan brengen.

De nodige maatregelen worden genomen met het oog op de regelmatige afvoer van het regenwater dat zich in de kuip kan opstapelen, waarbij de dichtheid hiervan gevrijwaard wordt.

Art. 31. Vóór de indienststelling wordt de gezamenlijke installatie door een bevoegde deskundige aan een dichtheidsproef onderworpen.

Art. 32. De toezichthoudende ambtenaar kan bij de exploitant inzage nemen van de identiteitsfiche van elke tank, meer bepaald van de volgende gegevens :

- 1° de naam en/of het merk van de bouwheer;
- 2° het bouwnummer en -jaar;
- 3° de inhoud in liters;
- 4° het dichtheidsattest van de fabriek van de tank;
- 5° het soort tank en de aard ervan;
- 6° het conformiteitsattest van de tank t.o.v. een norm bedoeld in de artikelen 17, 18, 19 en 20;
- 7° de datum van de plaatsing van de tank;

8° het door een bevoegde deskundige afgeleverd attest waaruit blijkt dat de tank overeenkomstig deze voorschriften geplaatst en aangesloten werd;

9° het door een bevoegde deskundige afgeleverd dichtheids- en conformiteitsattest voor de gezamenlijke installatie vóór de indienststelling;

10° het door een erkende technicus afgeleverd periodieke dichtheidsattest voor de gezamenlijke installatie.

Art. 33. De bovengrondse tanks en de leidingen ervan worden om de tien jaar door een erkende technicus aan een visuele controle onderworpen. De ontoegankelijke tanks en ingegraven leidingen worden ook om de tien jaar aan een dichtheidsproef onderworpen.

Art. 34. Als een gebrekkige dichtheid aan één van de tanks of leidingen ervan wordt vastgesteld :

- 1° wordt betrokken tank buiten dienst gesteld en zo snel mogelijk geledigd;
- 2° als de tank hersteld wordt, mag hij pas opnieuw in dienst gesteld worden na een door een bevoegde deskundige opgelegde dichtheidsproef met succes te hebben doorstaan.

Als de tank niet hersteld wordt, wordt hij geledigd, ontgast, gereinigd en verwijderd.

HOOFDSTUK III. — *Herstel*

Art. 35. Na exploitatie worden de tanks die afgewerkte oliën hebben bevat, geledigd, ontgast, gereinigd en verwijderd. De leidingen worden geledigd en gedemonteerd.

Art. 36. § 1. In geval van accidentele lozing in de ondergrond verwittigt de exploitant onmiddellijk de bevoegde overheid. De modaliteiten voor de verwijdering en de afvoer van de vervuilde grond worden vastgelegd in overleg met de "Office wallon des déchetés" (Waalse Afvaldienst) en de toezichthoudende ambtenaar.

§ 2. Als de grond niet onmiddellijk afgevoerd kan worden, wordt hij door de exploitant opgeslagen in omstandigheden waarin elke lozing of verdamping van de verontreinigende stoffen voorkomen kan worden. De opgeslagen grond is beschermd tegen slecht weer.

TITEL III. — *Ingegraven tanks*

HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 37. Elke tank wordt onder het toezicht van een bevoegde deskundige vervoerd, geplaatst en aangesloten overeenkomstig de voorschriften van de norm die op hem toepasselijk is.

Art. 38. Metalen tanks voldoen aan de bouwnorm EN 12.285-1 betreffende cilindervormige horizontale tanks uit gewoon staal en met dubbele wand die in de werkplaats gefabriceerd worden voor de ingegraven opslag van al dan niet brandbare watervervuilende vloeistoffen of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 39. Horizontale cilindervormige tanks met enkelvoudige uit versterkte thermohardende kunststoffen voldoen aan de norm NBN EN 976-1 wat de bouw betreft en aan de norm NBN EN 976-2 wat betreft het vervoer, de hantering en de installatie of aan de laatste herziening ervan.

Art. 40. Andere tanks dan horizontale cilindervormige tanks worden onder het toezicht van een bevoegde deskundige gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten volgens de regels van goede praktijk, waarbij de veiligheidsgraad aan bovenbedoelde normen voldoet.

Art. 41. Het metalen buitenomhulsel is tegen corrosie afgeschermd door een bekleding die voldoet aan de norm NBN EN 12.285-1 of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 42. De tanks met één enkele wand worden hetzij rechtstreeks ingegraven in de grond, hetzij geplaatst in een kuil die waterdicht is tegen eventuele vloeistoffen.

Als de kuil opgehoogd is, is het gebruikte materiaal inert en mag het geen assen, bakstenen of andere materialen bevatten die de bedekking zouden kunnen beschadigen.

De tanks met één enkele wand beschikken over een voorziening voor dichtheidscontrole met een visueel en/of akoestisch alarmsysteem.

Art. 43. Er worden maatregelen genomen om de tanks te beschermen tegen vervormingen veroorzaakt door eventueel verkeer van voertuigen of door de opslag van ladingen erboven.

Art. 44. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° het bouwnummer en -jaar;
- 2° het product vervat in de tank;
- 3° de inhoud van de tank, uitgedrukt in liters;
- 4° de datum van de dichtheidsproef en de geldigheid ervan.

Art. 45. Alle toebehoren, zoals leidingen, kleppen en pompen, bevinden zich loodrecht boven vergaarvoorzieningen en worden ingericht zodat elke lekkage naar genoemde voorzieningen afgevoerd wordt.

Art. 46. Deze laatste beschikken over hetzij een dubbele wand, hetzij één enkele wand, geplaatst in een sleuf die geen brandbare vloeistoffen doorlaat, om een eventuele lekkage van de ingegraven leidingen tegen te houden en de verspreiding van koolwaterstoffen in de grond te voorkomen. Deze sleuf vertoont een lichte doorlopende helling naar een vlot toegankelijke vergaarvoorziening.

Er worden maatregelen genomen om deze leidingen te beschermen tegen vervormingen veroorzaakt door eventueel verkeer van voertuigen.

Art. 47. Elke ingegraven leiding wordt nauwkeurig tegen corrosie afgeschermd door minstens één laag roestwerende verf en dichte en zelfklevende speciale isolatieband of elke andere gelijksoortige bescherming.

Art. 48. Elke tank is aangesloten op een luchtleiding die in de openlucht uitmondt en die uitgerust is met een systeem dat het binnendringen van regen- en/of afvloeiend water alsook van elk voorwerp voorkomt. Deze luchtleiding is gedimensioneerd om elke over- of onderdruk binnen de tank te voorkomen.

HOOFDSTUK II. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 49. Vóór de indienststelling wordt de gezamenlijke installatie door een bevoegde deskundige aan een dichtheidsproef onderworpen.

Art. 50. De toezichthoudende ambtenaar kan bij de exploitant inzage nemen van de identiteitsfiche van elke tank, meer bepaald van de volgende gegevens :

- 1° de naam en/of het merk van de bouwheer;
- 2° het bouwnummer en -jaar;
- 3° de inhoud in liters;
- 4° het dichtheidsattest van de fabriek van de tank;
- 5° het soort tank en de aard ervan;
- 6° het conformiteitsattest van de tank t.o.v. een norm bedoeld in de artikelen 38, 39, 40 en 41;
- 7° de datum van de plaatsing van de tank;
- 8° het door een bevoegde deskundige afgeleverd attest waaruit blijkt dat de tank overeenkomstig deze voorschriften geplaatst en aangesloten werd;
- 9° het door de bevoegde deskundige afgeleverde dichtheids- en conformiteitsattest voor de gezamenlijke installatie vóór de indienststelling;
- 10° het door een erkende technicus afgeleverde periodieke dichtheidsattest voor de gezamenlijke installatie.

Art. 51. De ingegraven tanks met één enkele wand of de tanks geplaatst in een opgehoogde kuil worden door een technicus "ultrason" aan een dichtheidsproef onderworpen op de volgende tijdstippen :

- 1° om de tien jaar als de tanks tussen tien en twintig jaar oud zijn;
- 2° om de vijf jaar als de tanks tussen eenentwintig en dertig jaar oud zijn;
- 3° om de drie jaar als de tanks ouder zijn dan dertig jaar of als het bouwjaar ervan niet bepaald kan worden.

Ook de leidingen van die tanks worden op dezelfde tijdstippen aan een dichtheidsproef onderworpen. De toebehoren van de tank, zoals de antioverloopvoorziening en het systeem voor permanente dichtheidscontrole, worden op dezelfde tijdstippen nagekeken.

De tanks met dubbele wand en de leidingen ervan worden eveneens om de tien jaar aan een dichtheidsproef onderworpen. De toebehoren van de tank, zoals de antioverloopvoorziening-fluit en het systeem voor permanente dichtheidscontrole, worden om de drie jaar nagekeken als het bouwjaar van de tank niet bepaald kan worden.

De periodiciteit bedoeld in de vorige leden wordt berekend vanaf de datum van aankoop van de tank of van de laatste uitgevoerde controle.

De dichtheidsproef, uitgevoerd met een vloeistof onder een druk van 1 bar, mag niet worden verricht voor ondergrondse tanks, behalve als die eerst zijn geledigd, gereinigd en ontgast van elke brandbare stof. Het ontgassingsattest ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 52. De dichtheidsproeven bedoeld in artikel 51 worden door erkende technici uitgevoerd.

Art. 53. De toezichthoudende ambtenaar kan bij de exploitant inzage nemen van elk document waaruit blijkt dat de tank buiten dienst gesteld is, meer bepaald :

1° het ontgassingsattest;

2° het attest van de afvoer van de reinigingsafval;

3° het attest van verwijdering van de tank of het attest van inertage met het soort aangewend materiaal en de gebruikte hoeveelheid.

Art. 54. Als een gebrekkige dichtheid wordt vastgesteld :

1° wordt betrokken tank buiten dienst gesteld en zo snel mogelijk geledigd;

2° als de tank hersteld wordt, mag hij pas opnieuw in dienst gesteld worden na een door een bevoegde deskundige opgelegde dichtheidsproef met succes te hebben doorstaan. Als de tank niet hersteld wordt, wordt hij geledigd, ontgast, gereinigd en verwijderd.

Art. 55. Als de tank niet verwijderd kan worden, wordt hij na lediging, ontgassing en reiniging met zand of met een ander gelijksoortig inert materiaal gevuld, in aanvulling op artikel 54.

HOOFDSTUK III. — *Herstel*

Art. 56. Na exploitatie worden de tanks die afgewerkte oliën hebben bevat, geledigd, ontgast, gereinigd en verwijderd. De leidingen worden geledigd en gedemonteerd.

Als de tank niet verwijderd kan worden, wordt hij met zand of een ander gelijksoortig inert materiaal gevuld.

Art. 57. § 1. In geval van onverwachte lozing in de ondergrond verwittigt de exploitant onmiddellijk de bevoegde overheid. De modaliteiten voor de verwijdering en de afvoer van de vervuilde grond worden vastgelegd in overleg met de "Office wallon des déchets" en de toezichthoudende ambtenaar.

§ 2. Als de grond niet onmiddellijk afgevoerd kan worden, wordt hij door de exploitant opgeslagen in omstandigheden waarin elke lozing of verdamping van de verontreinigende stoffen voorkomen kan worden. De opgeslagen grond is beschermt tegen slecht weer.

TITEL IV. — *Verplaatsbare recipiënten*

Art. 58. § 1. De afgewerkte oliën opgeslagen in verplaatsbare recipiënten met enkelvoudige wand worden geplaatst in een lekvrije retentiebak, kuip of kuil met de volgende kenmerken :

1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;

2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;

3° de kuip heeft een totale inhoud gelijk aan of groter dan de hoogste van de volgende waarden:

a) de helft van de totale inhoud van de recipiënten die ze inhoudt;

b) de inhoud van de grootste recipiënt verhoogd met 25 % van het totaalvolume van de overige recipiënten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mogen de verplaatsbare recipiënten geplaatst worden in een lekvrije opslagruimte die aangesloten is op een systeem voor de interne inzameling van de vloeistoffen.

Art. 59. § 1. In geval van onverwachte lozing in de ondergrond verwittigt de exploitant onmiddellijk de bevoegde overheid. De modaliteiten voor de verwijdering en de afvoer van de vervuilde grond worden vastgelegd in overleg met de "Office wallon des déchets" en de toezichthoudende ambtenaar.

§ 2. Als de grond niet onmiddellijk afgevoerd kan worden, wordt hij door de exploitant opgeslagen in omstandigheden waarin elke lozing of verdamping van de verontreinigende stoffen voorkomen kan worden. De opgeslagen grond is beschermt tegen slecht weer.

TITEL V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 60. Dit besluit is uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 32, 8° en 9°, en 50, 8° en 9°, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 61. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN